

L'ONU presse le Burundi d'organiser des "élections crédibles"

@rib News, 21/01/2015 - Source AFP L'ONU a demandé instamment mercredi au Burundi d'organiser des "élections paisibles et crédibles", avec la pleine participation de l'opposition. "Organiser des élections paisibles et crédibles est un des défis les plus pressants que le Burundi doit relever cette année", a souligné devant le Conseil de sécurité le secrétaire général adjoint de l'ONU pour les affaires politiques, Jeffrey Feltman. Le Conseil a entamé ensuite des consultations à huis clos sur le Burundi.

M. Feltman a énoncé une série de conditions pour la tenue d'élections crédibles, affirmant "qu'il incombe au gouvernement de garantir que les partis d'opposition et leurs dirigeants soient en mesure de participer pleinement au processus électoral". L'opposition de son côté, a-t-il ajouté, doit "utiliser des moyens pacifiques et démocratiques pour traiter tout différend électoral". "Les Burundais, quelle que soit leur affiliation politique, doivent pouvoir exercer librement leurs droits civils et politiques, dont la liberté d'expression et de rassemblement pacifique", a affirmé M. Feltman. Au-delà des élections, a-t-il ajouté, le gouvernement "devra élargir l'espace politique" et réformer les secteurs de la sécurité et de la justice. La mission d'observation électorale de l'ONU au Burundi (Menub) a officiellement débuté ses travaux le 12 janvier à Bujumbura mais en l'absence de représentants du gouvernement et de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Selon un haut fonctionnaire onusien, s'exprimant sous couvert d'anonymat, le gouvernement refuse que la Menub puisse valider les élections. L'ONU de son côté considère qu'elle ne peut pas être un simple "faire valoir" et se contenter d'observer le déroulement du scrutin. La Menub a officiellement remplacé le Bureau des Nations unies au Burundi (Bnub), qui a fermé le 31 décembre sur demande du gouvernement. L'opposition et la société civile contestent déjà l'organisation des élections générales, qui commenceront en mai par des municipales et législatives couplées. Le Burundi se remet à peine d'une longue guerre civile (1993-2006) qui a ruiné son économie.